

pour une culture de la vie

J.F. Hellio - Van Ingen/FIBA



L'avenir n'est pas une prédiction dont on attend passivement la réalisation.
Il s'invente au quotidien avec chaque acte que nous accomplissons.

REBECCA SOLNIT

Un seul regard sur 2006 suffit pour être accablé par le découragement face à la montée du militarisme et de la violence qui bouleverse la planète. Comme si elle se trouvait prisonnière d'une implacable logique de la mort.

En Birmanie, à la suite de campagnes militaires, au moins vingt mille personnes ont fui l'État Karen et les brutalités perpétrées par une junte militaire déterminée à exterminer tous ceux et celles qui défendent des notions aussi subversives que démocratie et droits de la personne. Au Soudan, le bain de sang se poursuit devant les yeux d'une communauté internationale visiblement impuissante à prendre des mesures effectives pour mettre un terme au génocide qui s'y déroule.

Au Moyen-Orient, les affrontements entre Israël et le Hezbollah ont fait plus de mille morts, pour la plupart des civils libanais, et un million de personnes réfugiées. En Irak, le bilan des carnages se chiffre à plus de six cent cinquante mille morts. L'occupation est responsable d'une grande partie de ces victimes dont le nombre ne cesse de grandir à mesure que le pays s'enfonce dans la guerre civile. En Afghanistan, les Nations Unies estiment que plus de vingt mille civils ont péri depuis l'invasion. Deux décennies après l'invasion soviétique et son interminable cortège de personnes déplacées, mutilées et tuées, la population afghane assiste une fois de plus à la chute du pays dans l'abîme de la mort et du désespoir.

Ces tristes événements font partie des horreurs de l'année écoulée. Des vies humaines sont avilies par la tyrannie, le despotisme et des extrémismes de tous genres.

Pourtant, dans les villes et les villages du monde entier, on rejette cette logique de la mort en échange d'une culture de la vie axée sur le droit de chaque personne à vivre dans la liberté et la dignité, loin de toute violence. Une culture qui préserve le droit de toutes et chacun de vivre dans des communautés où nos enfants peuvent s'épanouir dans un milieu sain et sûr; une culture qui exalte la vie et permet de cultiver toutes ces petites choses qui la rendent si belle.

Inter Pares a le privilège de s'associer à des personnes du monde entier qui s'engagent à promouvoir cette culture débordante de vie. Dans les camps de réfugiés de Thaïlande, dans les zones de conflit de Colombie ou dans les taudis de grandes villes comme Managua ou Manille, on s'attache à

mettre en œuvre des programmes de santé et de nutrition, à assurer des activités pédagogiques pour les enfants et à habiliter les communautés à défendre leurs droits. Dans les zones de conflit, on s'active à promouvoir la réconciliation et à fournir des services de conseil et d'appui aux victimes de la torture. Les populations exigent une gouvernance responsable ainsi que l'élaboration de politiques socio-économiques égalitaires. Partout, on réclame la fin de la violence et du militarisme qui ont brisé tant de vies.

Au Soudan, en Birmanie, au Pérou, au Mexique et au Guatemala, des femmes contestent les brutalités et les mauvais traitements infligés par les groupes armés. Au Ghana comme ailleurs en Afrique, des groupes citoyens exigent des multinationales, y compris les entreprises canadiennes, qu'elles se conforment strictement aux principes de la responsabilité sociale et environnementale. En Guinée-Bissau, la population s'organise pour préserver le fragile écosystème côtier. En Birmanie, des équipes médicales mobiles se rendent, au péril de leur vie, dans des zones de conflit porter des soins de santé à une population qui en a désespérément besoin. Partout, on œuvre au changement; et ce mouvement est en pleine croissance.

Ce mouvement dépasse le simple rejet de la logique de la mort. Il témoigne de réalisations possibles lorsque les êtres humains conjuguent leurs efforts pour la concrétisation d'une vision commune de leur avenir.

Pour ce faire, il faut un engagement ferme, du courage, bien souvent, et une action concertée. Comme nous le rappelle si bien Rebecca Solnit, l'avenir s'invente au quotidien avec chaque acte que nous accomplissons.

Tout au long de l'année écoulée, Inter Pares a appuyé l'action de groupes citoyens résolus à inventer leur vision de l'avenir,

en Asie et en Afrique, au Canada et dans les Amériques. Être associée à la démarche de personnes si ingénieuses et courageuses et pouvoir soutenir leurs efforts sont une expérience unique. Nombre de Canadiennes et de Canadiens agissent avec nous, embrassant à leur tour cette culture de la vie dans toute sa plénitude. Nous vous en remercions du fond du cœur.

Ce Rapport annuel brosse, en quelques exemples, le tableau d'une année consacrée à renforcer cette culture de la vie, au présent et au futur.

On rejette
cette logique de
la mort en échange
d'une culture
qui exalte la vie
et permet de cultiver
toutes ces petites
choses qui la rendent
si belle.

agir pour la vie, au présent et au futur

En collaboration avec des citoyennes et des citoyens du Canada et de plus de vingt pays, Inter Pares défend la paix, la démocratie et les moyens de subsistance durables. Cette action est facilitée par les rapports étroits et profonds qui nous lient à nos collègues, personnes intègres et courageuses, promoteurs d’organisation de mouvements et de réseaux fondés sur les valeurs communes de la justice sociale. Ensemble, nous discutons, analysons et planifions nos activités. Avec leur aide, nous soutenons de nouvelles organisations, forgeons des coalitions, développons notre propre savoir, sensibilisons à la nécessité du changement et mobilisons les ressources nécessaires pour animer ce changement. Voici comment Inter Pares agit pour la vie, inventant l’avenir au quotidien par l’action concertée partout dans le monde.

l’union fait l’action

En se ralliant autour des mêmes valeurs et en prenant le même engagement d’agir pour le changement, l’impact de toute démarche commune dépasse presque toujours, par son ampleur, sa créativité et son efficacité, celui de l’acte isolé. C’est pourquoi à Inter Pares et avec nos homologues, nous avons pris la décision stratégique de contribuer à l’organisation et à la pérennisation de coalitions, tant au Canada qu’ailleurs.

Le *Burma Relief Centre* (BRC) encourage les groupes de la société civile actifs le long de la frontière birmane à former des coalitions pour faciliter la réalisation de stratégies communes et établir un climat de confiance et de compréhension mutuelle entre communautés diverses et historiquement isolées. Avec l’appui financier, politique et programmatique d’Inter Pares, le BRC lance des initiatives qui réunissent des personnes d’appartenances ethniques diverses et d’horizons différents. Ainsi, le *Shwe Gas Movement* (SGM) regroupe personnes et organismes basés en Birmanie, en Thaïlande, au Bangladesh et en Inde qui sont préoccupés par l’impact socio-environnemental d’un projet de gazoduc qui traverserait la Birmanie pour desservir les marchés asiatiques. Ce projet devrait rapporter des revenus substantiels à la junte militaire corrompue qui tyrannise la population birmane. Dans un important rapport intitulé *Supply and Command* et publié en 2006, SGM a attiré l’attention de la communauté internationale sur les menaces qui pèsent sur l’environnement et sur la vie, les moyens de subsistance et la santé de la population en raison de la construction de ce gazoduc. La coalition a aussi prêté main-forte à des militantes et militants indiens qui ont publiquement critiqué l’intention des autorités de leur pays de s’approvisionner en gaz birman.

Au Canada, Inter Pares a continué de prendre part à la Coalition internationale pour la surveillance des libertés civiles (CISLC), un regroupement de trente-huit organisations canadiennes qui surveillent les politiques et pratiques publiques susceptibles de porter atteinte aux libertés civiles, aux droits de la personne, des personnes réfugiées et migrantes dans le cadre de la « lutte anti-terroriste ». Cofondée par Inter Pares en 2002, la CISLC comptait au nombre des intervenants officiels dans la Commission d’enquête sur l’affaire Maher Arar en 2006. Publié à l’automne de cette année, le rapport de la Commission a repris les recommandations de la CISLC quant à la nécessité de disculper M. Arar, de recommander l’organisation d’enquêtes approfondies sur le cas d’autres citoyens canadiens détenus et torturés en Syrie et de soumettre les agences canadiennes chargées de la sécurité nationale à une surveillance civile.



Steve Hunt

organiser pour le changement social

Pendant trente et un ans, Inter Pares a participé à la création et au développement de dizaines d’organisations qui se sont transformées en hérauts de la justice sociale dans le monde entier. Elle apporte des fonds essentiels à la mise sur pied d’organisations, tandis que son personnel prend part, à titre de conseiller, de membre du comité directeur ou du Conseil, au développement d’organismes ou au suivi quotidien des activités de groupes et de personnes qui osent rêver d’un monde meilleur.

En 1999, face aux rapports alarmants faisant état de violations des droits de la personne et de dommages environnementaux résultant des activités d’extraction minière d’entreprises canadiennes, Inter Pares s’est alliée à des organisations autochtones et de défense des droits de la personne et de l’environnement pour mettre sur pied Mines Alerte Canada (MAC). Inter Pares est fière d’être membre de MAC et d’être représentée au sein de son Conseil d’administration. MAC est devenue une référence pour les citoyennes et les citoyens soucieux de veiller au respect des droits de la personne et de l’intégrité des communautés et de l’environnement où se déroule l’extraction minière. MAC a joué un rôle essentiel dans le groupe consultatif mixte du secteur minier et de la société civile auprès des pouvoirs publics dans le cadre des *Tables rondes nationales 2006 sur la responsabilité sociale des entreprises et le secteur canadien de l’extraction minière dans les pays en développement*. Ces rencontres ont permis d’examiner les mécanismes imposant aux entreprises d’extraction minière et pétrolière canadiennes d’être imputables pour les dommages environnementaux et les violations des droits de la personne dont elles se seraient rendues coupables dans les pays en développement. Le rapport et les recommandations du groupe consultatif seront présentés au Parlement début 2007.

Au cours de la décennie écoulée, Inter Pares a collaboré avec des organisations internationales et canadiennes surveillant la propagation d’organismes génétiquement modifiés. En octobre 2006, Inter Pares a participé à la mise en place du Réseau canadien d’action sur les biotechnologies (RCAB), une alliance de plus de vingt groupes qui défendent la souveraineté alimentaire et la conservation de la biodiversité. Inter Pares a aussi facilité la participation d’une membre de la *National Farmers Union* à un atelier de formation international sur le génie génétique et la biosécurité. Les connaissances acquises durant la formation enrichissent une analyse commune des risques posés par les applications du génie génétique à l’agriculture.

l’éducation pour la justice sociale

Par l’éducation, on améliore la compréhension de la problématique de la justice sociale et on encourage l’action individuelle et collective pour le changement. L’éducation est au cœur de mouvements sociaux dynamiques. En 2006, Inter Pares et ses homologues ont organisé des forums publics, effectué des recherches, publié articles et éditoriaux et pris part à des audiences parlementaires pour faire connaître leur analyse des débats sur la justice sociale et la transformation des politiques.

En mars 2006, de pair avec d’autres organisations, Inter Pares a organisé un forum public intitulé *Terminator au banc des accusés*. Cette manifestation a attiré près d’un millier de personnes désireuses d’en savoir plus sur les technologies Terminator qui rendent les semences stériles et empêchent ainsi leur réutilisation. Des milliers de Canadiennes et de Canadiens ont joint leur voix à celles de citoyennes et de citoyens du monde entier pour réclamer de notre gouvernement qu’il appuie le moratoire des Nations Unies sur les technologies Terminator. Grâce à leurs efforts, ce moratoire a été maintenu et renforcé.

Dans le courant de l’année, Inter Pares a effectué des recherches détaillées sur les investissements du Régime de pensions du Canada (RPC) dans des entreprises implantées dans des zones de conflit. Il en a résulté une campagne d’éducation nationale faisant publiquement état de l’absence de critère de responsabilité sociale dans la sélection des investissements du RPC. Inter Pares et d’autres organisations nationales ont instamment prié les Canadiennes et les Canadiens d’écrire à leur député fédéral et provincial pour exprimer leur inquiétude. Face à cette campagne, les membres de l’Office d’investissement du RPC ont entamé un dialogue avec la société civile indiquant leur volonté de collaborer à la promotion de la responsabilité sociale des entreprises.

Un nombre croissant de personnes des milieux militants et d’enseignement du Canada et d’ailleurs ont recours au site web d’Inter Pares pour s’informer sur des questions de justice sociale. En 2006, Inter Pares a publié de courts articles sur ses activités et un photoreportage, *Le prix de l’or*, illustrant l’impact social et écologique de l’extraction aurifère au Ghana. Nous avons également préparé deux publications sur la migration, *Out of the Shadowlands* et *Les frontières de l’appartenance*, et affiché un court document audiovisuel sur les équipes médicales mobiles qu’elles-mêmes ont tourné en Birmanie. Ces documents ont été largement repris ou diffusés par d’autres organisations. Vous pouvez accéder à ces ressources au www.interpares.ca.

apprentissage et savoir en action

Lutter contre les inégalités et les injustices enracinées au Canada et dans le monde requiert de l’imagination et de la créativité. Inter Pares organise des échanges et réflexions permettant à des gens de divers horizons de penser différemment, d’élaborer de nouvelles idées et stratégies, et de développer des liens en faveur de cause commune.

En septembre 2006, Inter Pares a réuni vingt-deux personnes, canadiennes et étrangères, pour discuter des nouvelles orientations des politiques publiques qui, partout, tendent à contrôler et endiguer les déplacements des personnes les plus vulnérables. Reconnaisant la contribution de la migration à l’évolution des sociétés du Nord comme celles du Sud mondialisé, les participantes et participants ont examiné les stratégies pour enrayer et transformer le discours marqué par une politique de la peur et qui imprègne le débat sur l’immigration. Le rapport de ce cercle de réflexion, *Out of the Shadowlands*, et une publication occasionnelle sur le thème de la migration, *Les frontières de l’appartenance : Réflexions sur les politiques migratoires en ce début de XXI^e siècle*, sont affichés sur le site web d’Inter Pares.

En août 2006, *Project Counselling Service*, homologue d’Inter Pares au Pérou, a organisé un séminaire juridique international sur le recours à la violence sexuelle comme arme de guerre. Ce séminaire a réuni des représentantes de groupes de femmes du Pérou, du Guatemala et de la Colombie, des experts juridiques internationaux et des représentants du système judiciaire péruvien pour développer des outils juridiques permettant de porter devant les tribunaux nationaux et internationaux les cas de violence sexuelle liée à la guerre. Les participantes et les participants ont insisté sur la nécessité d’apporter un soutien psychologique adapté aux femmes qui témoignent pour que le procès n’en fasse pas des victimes pour une seconde fois. Un consensus s’est aussi dégagé quant au fait que les survivantes de telles violences ont besoin de se trouver au cœur des procès qui les concernent, comme des actrices engagées tout en recevant l’assistance juridique et psychologique dont elles ont besoin. Eu égard aux troubles politiques dans leur pays respectif, les personnes présentes ont convenu de poursuivre leur action commune pour assurer la sécurité et la protection des femmes qui témoignent, ainsi que celles des avocates, des avocats et des juges.

En 2006, Tiniguena, une organisation environnementale de premier plan en Guinée-Bissau, a organisé son troisième forum annuel des jeunes dans l’archipel des Bijagos. Cette manifestation a attiré des centaines de jeunes gens qui ont entrepris de mettre au point des plans de conservation pour protéger la fragile biodiversité de la région. Les participantes et les participants ont avancé de nouvelles idées pour conserver la biodiversité tout en maintenant les pratiques culturelles en harmonie avec l’écosystème de l’archipel. À l’issue du forum, un groupe de jeunes de la région a organisé une exposition d’objets d’art et d’artisanat Bijagos, symboles d’une culture ancienne, mais toujours vibrante.



mobiliser les ressources

La collecte de fonds en faveur de l’action pour la justice sociale fait partie intégrante du travail d’Inter Pares. L’expérience a démontré que des montants modestes, utilisés à bon escient, peuvent contribuer à renforcer des organisations et à alimenter les initiatives créatives pour le changement. Que ce soit dans ce *Rapport annuel* ou dans nos *Bulletins*, nous partageons avec vous les histoires de ces organisations et de leurs actions courageuses.

En maintenant des liens basés sur la solidarité avec nos homologues partout dans le monde et en faisant cause commune avec eux, Inter

Pares permet aux Canadiennes et aux Canadiens de se démarquer. Ainsi, les Canadiennes et les Canadiens apportent une contribution durable à une action dynamique et vitale dans de nombreux lieux et circonstances. Comme le rapporte un de nos partisans: « Les temps sont vraiment durs; il est difficile de garder espoir. Contribuer par la pensée et faire acte de solidarité avec celles et ceux qui présentent une vision commune est énergisant et source d’espoir ».

De telles manifestations d’appui de milliers de Canadiennes et de Canadiens permettent à Inter Pares de recueillir des fonds auprès de fondations privées et du gouvernement canadien. Inter Pares traite avec des organismes institutionnels tels que l’Agence canadienne pour le développement international (ACDI) et le

Centre de recherches pour le développement international (CRDI) pour éclairer et améliorer les politiques publiques. À partir de l’expérience et des connaissances acquises sur des questions d’intérêt général telles que l’égalité des sexes, les droits de la personne, le respect de l’environnement, la justice économique, et le développement démocratique, Inter Pares plaide pour le changement des politiques publiques qui affectent la vie des populations au Canada et ailleurs. Ainsi, toute contribution financière à une organisation ou à un programme peut avoir un effet durable par-delà les frontières de la communauté qui en bénéficie.

Rapport des vérificateurs

Aux membres d’Inter Pares,

Nous avons vérifié l’état de la situation financière d’Inter Pares au 31 décembre 2006 et l’état des revenus et dépenses ainsi que l’évolution des soldes de fonds au cours de l’exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l’organisme. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes canadiennes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l’absence d’inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l’appui des montants et des autres éléments d’information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l’évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu’une appréciation de la présentation d’ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière de l’organisme au 31 décembre 2006 ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l’exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Ottawa (Ontario)
le 20 février 2007

Ouseley Hanvey Clipsham Deep LLP
Comptables agréés

État de la situation financière au 31 décembre 2006

	2006	2005
ACTIF		
COURANT		
Encaisse	812 309 \$	395 244 \$
Comptes à recevoir	54 601	62 911
Avances de programme (note 3)	723 297	1 499 453
	1 590 207	1 957 608
INVESTISSEMENTS (note 1)	704 531	626 055
IMMOBILISATIONS (note 2)	730 585	752 409
	3 025 323 \$	3 336 072 \$
PASSIF		
COURANT		
Comptes à payer	56 485 \$	28 113 \$
Hypothèque courante (note 4)	150 859	30 778
Revenu reporté (note 3)	890 422	1 514 554
	1 097 766	1 573 445
RÉGIME DE RETRAITE ET D’INDEMNITÉ DE DÉPART (note 3)	84 191	90 609
HYPOTHÈQUE (note 4)	—	200 282
	1 181 957	1 864 336
ACTIFS NETS		
Excédent accumulé	72 462	56 234
Actifs nets immobilisés	579 726	521 349
Fonds de legs (note 5)	556 545	376 388
Fonds de prévoyance (note 6)	419 601	312 280
Fonds de dotation (note 7)	215 032	205 485
	1 843 366	1 471 736
	3 025 323 \$	3 336 072 \$

État de l’évolution des soldes de fonds pour l’exercice terminé le 31 décembre 2006

	Excédent Accumulé	Actifs Net Immobilisés	Fonds de Legs	Fonds de Prévoyance	Fonds de Dotation	2006 Total	2005 Total
SOLDES DE FONDS, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	56 234 \$	521 349 \$	376 388 \$	312 280 \$	205 485 \$	1 471 736 \$	1 157 047 \$
Revenu net pour l'exercice	174 605	—	180 157	7 321	9 547	371 630	314 689
Acquisition d’immobilisations	(10 756)	10 756	—	—	—	—	—
Amortissement	32 579	(32 579)	—	—	—	—	—
Remboursement du capital de l’hypothèque	(80 200)	80 200	—	—	—	—	—
Transferts entre fonds (note 5)	(100 000)	—	—	100 000	—	—	—
SOLDES DE FONDS, FIN DE L'EXERCICE	72 462 \$	579 726 \$	556 545 \$	419 601 \$	215 032 \$	1 843 366 \$	1 471 736 \$

État des revenus et dépenses pour l’exercice terminé le 31 décembre 2006

	Opérations Générales	Fonds de Legs	Fonds de Prévoyance	Fonds de Dotation	2006 Total	2005 Total
REVENUS						
Dons	1 336 660 \$	172 104 \$	— \$	— \$	1 508 764 \$	1 376 835 \$
ACDI - VSP projets	1 853 207	—	—	—	1 853 207	1 212 469
ACDI - Autres projets	3 383 011	—	—	—	3 383 011	2 568 936
Contributions générées par les projets	248 666	—	—	—	248 666	179 704
Intérêts et divers	16 969	8 053	7 321	9 547	41 890	36 276
	6 838 513	180 157	7 321	9 547	7 035 538	5 374 220
DÉPENSES						
Programmation						
Projets	5 166 306	—	—	—	5 166 306	3 441 515
Fonctionnement	924 470	—	—	—	924 470	937 789
	6 090 776	—	—	—	6 090 776	4 379 304
Administration	282 687	—	—	—	282 687	344 989
Dépenses de collecte de fonds	290 445	—	—	—	290 445	335 238
	6 663 908	—	—	—	6 663 908	5 059 531
EXCÉDENT DE REVENUS SUR LES DÉPENSES POUR L'EXERCICE	174 605 \$	180 157 \$	7 321 \$	9 547 \$	371 630 \$	314 689 \$

Notes complémentaires aux états financiers 31 décembre 2006

1. CONVENTIONS COMPTABLES

(a) **But de l’organisme** : Inter Pares travaille en collaboration avec des groupes du Tiers-Monde et au Canada à des projets qui visent à enrayer la pauvreté et à promouvoir la justice sociale. Inter Pares est incorporée sans capital suivant l’article II de la Loi canadienne des corporations. La corporation est un organisme de bienfaisance selon l’article 149(1)(c) de la Loi de l’impôt sur le revenu et n’est pas assujettie à l’impôt sur le revenu.

(b) **Méthode de comptabilisation** : Inter Pares utilise la méthode différée de comptabilisation des contributions. Les contributions sujettes à restriction sont considérées comme recettes pour l’année au cours de laquelle les dépenses reliées surviennent. Les fonds reçus de l’ACDI pour les programmes étrangers sont enregistrés comme avances de programme quand ils sont envoyés à l’étranger, et sont enregistrés par la suite comme dépenses quand les montants sont dépensés par les partenaires étrangers. Les dons sont enregistrés comme recette dès réception.

(c) **Investissements** : Les investissements comprennent des bons du gouverne-ment, des obligations et des prêts et sont inscrits à la valeur estimée du marché.

(d) **L’amortissement** : Les actifs immobilisés sont comptabilisés à leur valeur d’acquisition. L’équipement de bureau est amorti de manière linéaire sur une période de 5 ans. L’équipement informatique est amorti à un taux de 50% durant la première année et de 25% durant les deux années suivantes. L’immeuble est amorti de manière linéaire sur une période de 40 ans.

(e) **Utilisation d’estimations** : La préparation d’états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus exige de la direction qu’elle fasse des estimations et qu’elle pose des hypothèses qui auront une influence sur les montants déclarés d’actif et de passif, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants déclarés de produits et charges pour la période. Les résultats réels pourraient s’éloigner de ces estimations. Ces estimations font l’objet d’une révision annuelle et si des rajustements sont nécessaires, ceux-ci sont inscrits aux états financiers dans la période au cours de laquelle ils deviennent connus.

2. IMMOBILISATIONS

	Coût	Amortissement Accumulé	2006 Net	2005 Net
Terrain	200 000 \$	— \$	200 000 \$	200 000 \$
Immeuble	582 230	66 500	515 730	530 480
Équipement de bureau et matériel informatique	125 842	110 987	14 855	21 929
	908 072 \$	177 487 \$	730 585 \$	752 409 \$

L’amortissement pour les actifs immobilisés s’élève à 32 579\$ (2005 – 41 703\$).

3. **AVANCES DE PROGRAMME ET REVENU REPORTÉ** Les avances de programme peuvent varier significativement d’année en année selon la date où les fonds sont envoyés à l’étranger et la réception du rapport des partenaires étrangers. Le revenu reporté consiste principalement de revenu apparenté aux avances de programme étranger non dépensées.

4. L’HYPOTHÈQUE

	2006	2005
Banque Royale du Canada – hypothèque payable mensuellement (3 945\$ qui comprend des intérêt de 7.75%) et qui vient à l’échéance le 1 juillet 2007, garantie par 221 av. Laurier Est	150 859 \$	231 060 \$
Moins l’hypothèque courante	150 859	30 778
	— \$	200 282 \$

5. **FONDS DE LEGS** Pendant l’année 2004 Inter Pares a décidé d’établir un fonds de legs. Les legs reçus sont enregistrés comme revenu dans ce fonds. Pendant l’année nul\$ (2005 – 18 149\$) a été transféré à l’excédent accumulé.

6. **FONDS DE PRÉVOYANCE** Inter Pares maintient un fonds de prévoyance sans restriction afin de remplir ses obligations dans l’éventualité de changements inattendus dans ses sources de financement extérieures. Pendant l’année, 100 000\$ (2005 – nul\$) a été transféré de l’excédent accumulé au fonds de prévoyance.

7. **FONDS DE DOTATION** Le Fonds Margaret Fleming McKay reçoit des dons dont le capital est investi et inaliénable pour un minimum de dix ans. En plus de ces dons extérieurs restreints, le fonds de dotations contient des transferts d’Inter Pares qui sont assujettis aux mêmes restrictions. À la fin de l’année, le fonds de dotation incluait 76 660\$ (2005 – 76 600\$) composé de dons restreints à l’externe.



INTER PARES : QUI SOMMES-NOUS?

Inter Pares est une organisation canadienne de justice sociale œuvrant au Canada et dans le monde. Elle s'attache à faire connaître les causes et les effets de la pauvreté et de l'injustice et à soutenir les actions débouchant sur un changement socio-économique véritable.

Inter Pares collabore avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle pauvreté et injustice résultent des inégalités entre les nations et au sein de celles-ci et qui agissent en faveur de la justice socio-économique dans les sociétés et les communautés où elles sont implantées.

Dès sa création en 1975, Inter Pares dont le nom signifie « entre égaux » a abordé la coopération internationale non pas comme une action caritative, mais bien comme un acte de profonde solidarité. Notre action se fonde sur le principe de l'égalité avec nos homologues pour faire front commun contre l'injustice et promouvoir des modèles durables pour le développement de communautés humaines et leur interaction avec la planète. Cette approche égalitaire caractérise aussi le fonctionnement de l'organisation; le personnel d'Inter Pares forme une équipe de gestion participative fondée sur la parité : à salaire égal, responsabilité égale.

Inter Pares est un organisme de charité enregistré qui bénéficie de la générosité de plus de dix mille Canadiennes et Canadiens. Plutôt que gaspiller nos ressources dans de vastes campagnes de financement, nous avons opté pour une démarche mesurée qui a permis de constituer au fil des ans un solide noyau de bienfaitrices et de bienfaiteurs engagés. Sans doute le nom Inter Pares n'est-il pas un nom très connu; toutefois, la stratégie privilégiée respecte l'engagement que notre base partisane et nos homologues attendent de nous.

LA BASE PARTISANE D'INTER PARES

L'action d'Inter Pares pour la justice sociale incarne des valeurs auxquelles sont attachés bien des Canadiennes et des Canadiens : la dignité, l'égalité, la solidarité et la coopération internationale. Pendant plus de trente ans, des milliers de personnes solidaires ont manifesté leur attachement à ces principes en renouvelant leur appui à Inter Pares. Sans cet appui, notre travail ne serait pas possible.

La générosité des sympathisantes et des sympathisants d'Inter Pares déborde le cadre de l'assistance financière. De nombreuses personnes nous ont fait connaître auprès de leurs amis, nous ont offert des dons spéciaux pour célébrer un événement particulier et nous ont permis d'approfondir nos liens avec d'autres en organisant des rencontres chez eux. D'autres nous ont fait le grand honneur de nous aider à bâtir l'avenir en nommant Inter Pares dans leur testament.

Inter Pares voudrait aussi exprimer sa reconnaissance à ses donateurs institutionnels : l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI) ainsi que le Centre de recherches pour le développement international (CRDI); les fondations; les syndicats; les communautés religieuses; diverses organisations qui ont soutenu Inter Pares grâce à leurs fonds de solidarité; et les entreprises qui encouragent les œuvres philanthropiques des membres de leur personnel en doublant la mise.

Le contexte politique et économique est en pleine mutation. Accroître notre indépendance financière permet de préserver notre autonomie politique et notre capacité de promouvoir et de soutenir des programmes progressistes qui ciblent le changement social. Notre base partisane joue donc un rôle primordial puisqu'elle est garante de notre survie institutionnelle.

Pour en savoir plus sur notre programme de collecte de fonds et sur la manière dont vous pouvez exprimer votre appui, rendez-vous sur notre site web www.interpares.ca ou contactez-nous à Inter Pares.

PERSONNEL EN 2006

• Caroline Boudreau • David Bruer • Eric Chaurette • Alison Crosby
• Elaine Edwards • Peter Gillespie • Rachel Gouin • Molly Kane
• Samantha McGavin • Rita Morbia • Marie José Morrisette
• Brian Murphy • Laura O'Neill • Anna Paskal • Karen Seabrooke
• Jean Symes • Sheila Whyte • Rebecca Wolsak • Anne-Marie Zilliacus

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Caroline Andrew, présidente, est Directrice du Centre d'études en gouvernance de l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa.

David Austin est travailleur communautaire à Montréal.

Louise Chicoine est assistante administrative chez Droits et démocratie à Montréal.

Agathe Gaulin est activiste communautaire et andragogue à Comox, Colombie-Britannique.

Nathan Gilbert est directeur général de la Fondation Laidlaw à Toronto.

Joan Kuyek est coordonnatrice nationale de Mines Alerte Canada à Ottawa.

Mireille Landry est la coordonnatrice de l'Institut de développement communautaire de l'Université Concordia à Montréal.

Yew Lee, trésorier est consultant en développement organisationnel et communautaire à Ottawa.

Tamara Levine est andragogue et militante syndicale à Ottawa.

Shree Mulay milite pour la santé des femmes et elle est professeure à l'Université McGill à Montréal.

Roxana Ng est sociologue à l'Université de Toronto.

Delyse Sylvester est consultante en collecte de fonds à Nelson, en Colombie-Britannique.

Sari Tudiver est chercheuse et analyste politique sur les enjeux liés à la santé des femmes à Ottawa.

Bill Van Iterson est conseiller en développement économique et gestion à Ottawa.

Doug Ward est ex-directeur de la programmation à la radio de CBC à Ottawa.

DONATRICES ET DONATEURS

En 2006, en plus de l'appui généreux de milliers d'individus, Inter Pares a aussi bénéficié du soutien de :

Agence canadienne de développement international (ACDI)

B & B Hamilton Fund de la Toronto Community Foundation

Centre de recherches pour le développement international

Congrégation de Notre-Dame

Conseil œcuménique des chrétiennes du Canada

CSN / Fonds Alliance Syndicat Tiers-Monde

CUPE Local 4600

Droits et Démocratie

EnCana Cares Foundation

Filles de la Providence

Fleming Foundation

Fondation EJLB

Fondation de la famille J.W. McConnell

Fondation internationale Roncalli

Fonds humanitaire des métallos du Canada

Fonds de justice sociale du syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile

Fonds du Primat pour le secours et le développement mondial

Geoffrey B. Scott Memorial Fund de la Toronto Community Foundation

Grey Sisters of the Immaculate Conception

The Howard C. Green Memorial Fund de la Vancouver Foundation

The R. Howard Webster Foundation

The Just Aid Foundation

Movimondo Molisv

Nicaraguan Children's Fund

PacNet Services Ltd.

The Peterborough K.M. Hunter Charitable Foundation

The Scott Island Foundation

St. Helen's Anglican Church Women

Sisters of Charity of St. Louis

Sisters of Providence of St. Vincent de Paul

Sisters of Service of Canada (Location #08)

Sisters of St. Joseph of Hamilton

Sisters of St. Joseph of the Diocese of London

Sisters of St. Joseph of the Diocese of Peterborough

Sisters of St. Joseph of Saint-Vallier

Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier

Syndicat des infirmières et infirmiers du Centre universitaire de santé McGill

Three Guineas Charitable Foundation

Toronto Burlesque and Vaudeville Association

Westdale United Church

Nous tenons spécialement à honorer la mémoire de celles et ceux qui ont choisi de soutenir notre travail au moyen de legs testamentaires :

Succession d'Isabel Dolina Baron

Succession de Joanne V. Brown

Succession de Catharina Elizabeth Fortune

Succession de Glenna M. Graham

Succession de Gaëtane Larocque

Succession de Charles Edward Watters

Succession de Shelagh M. Wilson